

Direction des affaires juridiques

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Arrêté du 10 juillet 2017 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics

Le ministre de l'économie et des finances,

Vu le décret n°2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, notamment son article 3;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et notamment son article 142;

Vu la proposition du ministère de la justice en date du 24 mai 2017,

Arrête:

Article 1^{er}

Sur proposition du ministère de la justice, sont désignés pour siéger comme membres du comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics:

M. MOREAU (Vincent), chef du service des finances et des achats, secrétariat général;

M. BURDET (Philippe), sous-directeur du budget et des achats, responsable ministériel des achats, secrétariat général;

M. YAHY (Gabriel), chef du bureau du suivi et de l'exécution des achats, sous-direction du budget et des achats, secrétariat général;

M. MAZIER (Arnaud), chef du service des systèmes d'information et de communication, service des systèmes d'information et de communication, secrétariat général;

M. LAPEYRIE (Jean-Baptiste), sous-directeur de l'ingénierie, du développement et de l'exploitation, secrétariat général;

M. LE RAVALLEC (Erwan), chef du département du pilotage budgétaire, des marchés et des moyens, sous-direction de la stratégie, de la performance et des moyens, service des systèmes d'information et de communication, secrétariat général;

Mme LASSERRE-MENDES (Emilie), adjoint au chef du département du pilotage budgétaire, des marchés et des moyens, sous-direction de la stratégie, de la performance et des moyens, service des systèmes d'information et de communication, secrétariat général;

Mme HURTAUD (Marie-Hélène), chef du service de l'immobilier ministériel, secrétariat général;

M. MONNOT (Philippe), adjoint au chef du service de l'immobilier ministériel, secrétariat général;

M. LE-BASTARD (Michel), chef du bureau du soutien et de la maîtrise d'ouvrage, service de l'immobilier ministériel, secrétariat général;

M. MACHI (Hervé), sous-directeur des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires;

Mme ALBERT (Francine), adjointe au sous-directeur des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires;

M. SIEGRIST (Camille), chef du bureau des frais de justice et de l'optimisation de la dépense, sous-direction des finances, de l'immobilier et de la performance, direction des services judiciaires, direction des services judiciaires;

M. BREDIN (Stéphane), directeur de l'administration pénitentiaire par intérim, direction de l'administration pénitentiaire;

M. LAARRAJI-RAYMOND (Asmaa), adjoint au sous-directeur du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire;

M. GIONNANE (Martin), chef du bureau de la performance, sous-direction du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire;

M. TAFOIRY (Gaspard), adjoint au chef du bureau de la performance, sous-direction du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire;

M. GRELLER (Nicolas), chef du bureau de la gestion déléguée, sous-direction du pilotage et du soutien des services, directions de l'administration pénitentiaire ;

Mme BENHAIM (Gaelle), adjointe au chef du bureau de la gestion déléguée, sous-direction du pilotage et du soutien des services, direction de l'administration pénitentiaire ;

M. CHAULET (Franck), sous-directeur du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

M. FOURCROY (Ludovic), adjoint au sous-directeur du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

M. THIEBLEMONT (Edouard), chef du bureau de l'allocation des moyens, sous-direction du pilotage et de l'optimisation des moyens, direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

M. DEFIGIER (Aurélien), adjoint à la directrice générale de l'agence publique pour l'immobilier de la justice, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

M. LANSOY (Yves), directeur opérationnel, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

M. DINNEQUIN (Paul-Luc), directeur opérationnel, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

M. FAURE (Sébastien), directeur opérationnel, agence publique pour l'immobilier de la justice ;

Mme COUVREUR (Lorraine), chef du service juridique et des marchés, agence publique pour l'immobilier de la justice.

Article 2

Le directeur des affaires juridiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'économie et des finances.

Fait le 10 juillet 2017.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des affaires juridiques,
J. MAIA